



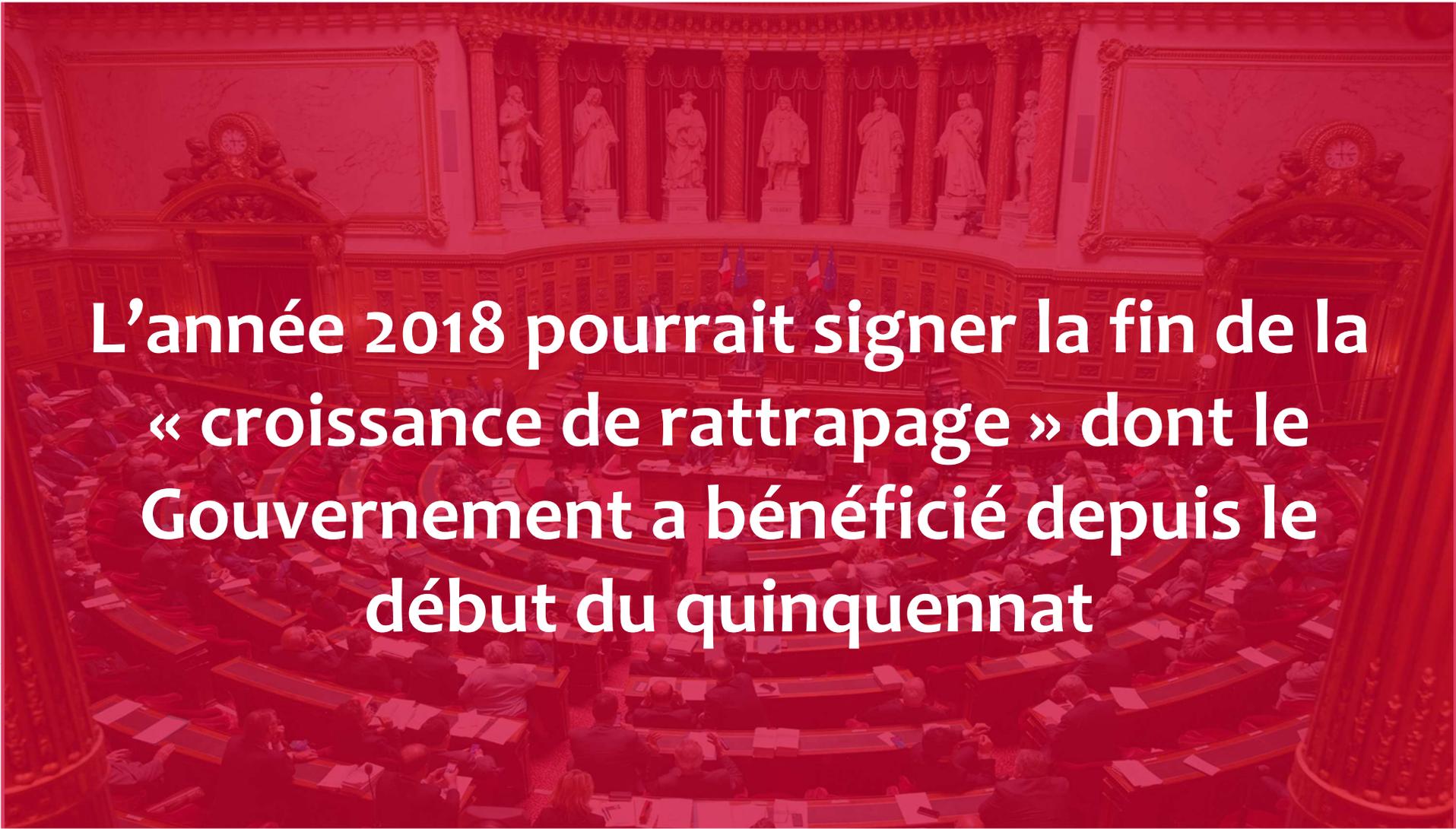
Projet de loi de règlement pour 2018

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 3 juillet 2019

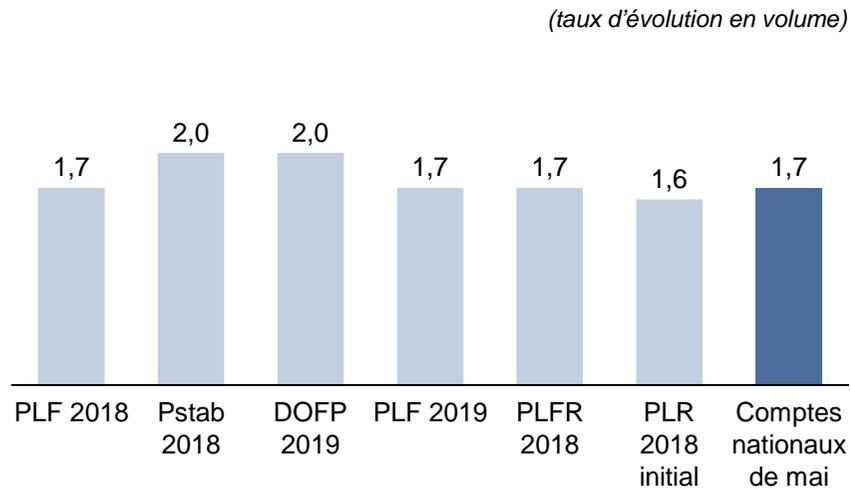




**L'année 2018 pourrait signer la fin de la
« croissance de rattrapage » dont le
Gouvernement a bénéficié depuis le
début du quinquennat**

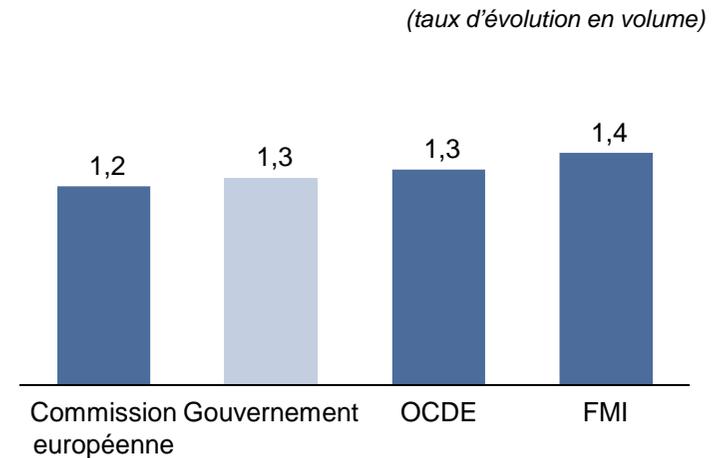
Si la croissance de l'économie française s'est établie l'an dernier à un niveau conforme à la prévision et significativement supérieur à son potentiel...

Comparaison des prévisions de croissance et de l'exécution pour 2018



Source : commission des finances du Sénat

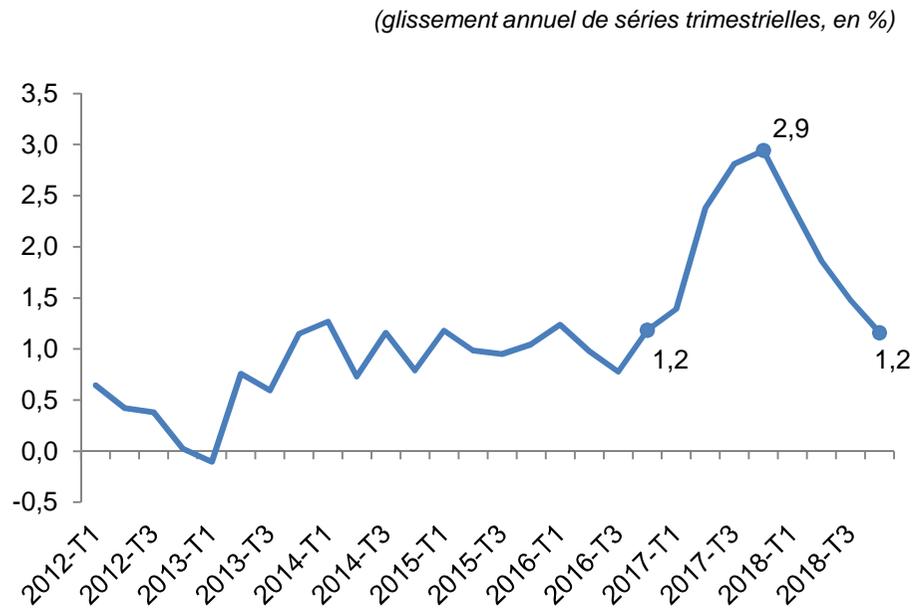
Estimations de la croissance potentielle de l'économie française en 2018



Source : commission des finances du Sénat

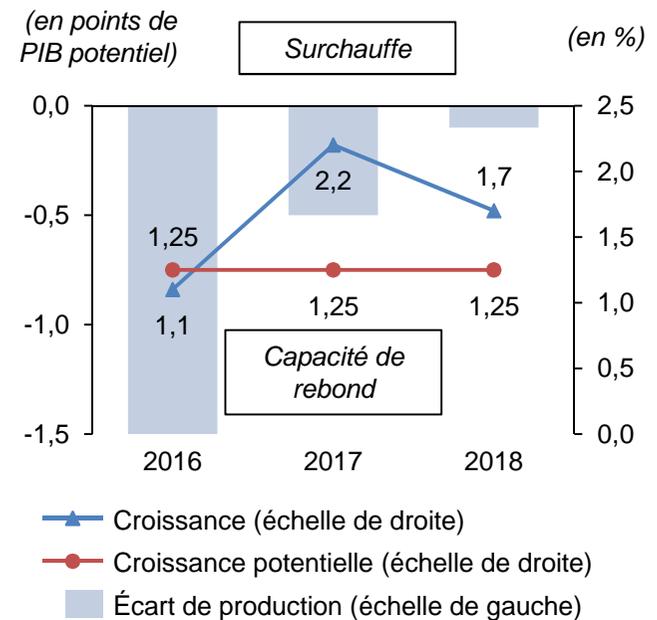
...le ralentissement progressif observé tout au long de l'année traduit vraisemblablement l'épuisement de sa « capacité de rebond »

Croissance du PIB en volume depuis 2012



Source : commission des finances du Sénat

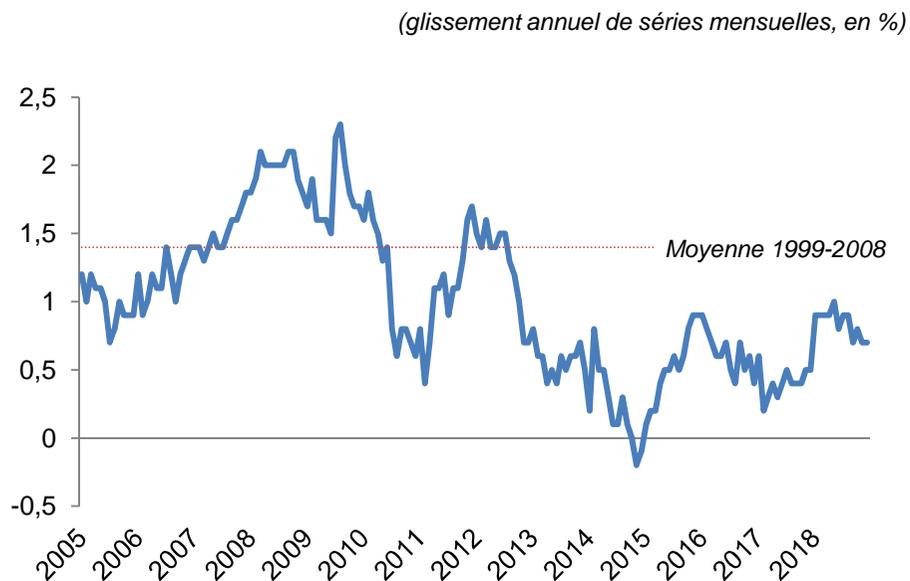
Évolution de l'écart de production, de la croissance et de la croissance potentielle depuis 2016 dans le scénario gouvernemental



Source : commission des finances du Sénat

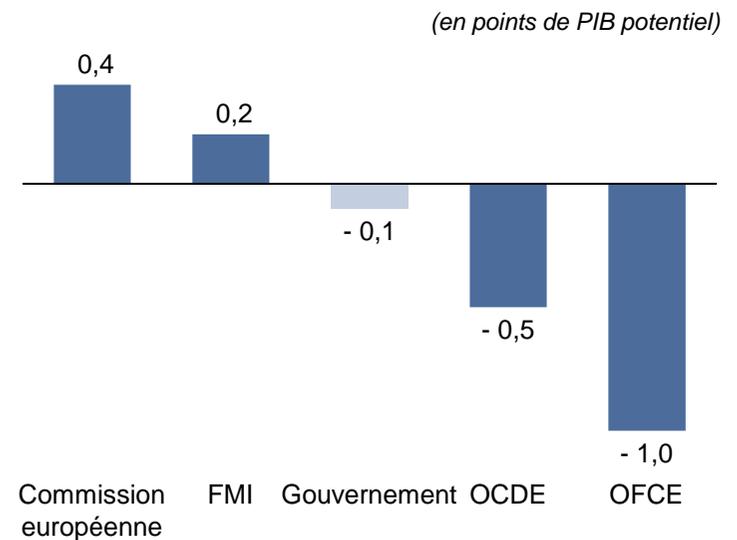
Des incertitudes demeurent néanmoins concernant le niveau de l'écart de production, compte tenu de l'atonie persistante des prix et des salaires

Évolution de l'indice d'inflation sous-jacente



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Estimations de l'écart de production à l'issue de l'exercice 2018



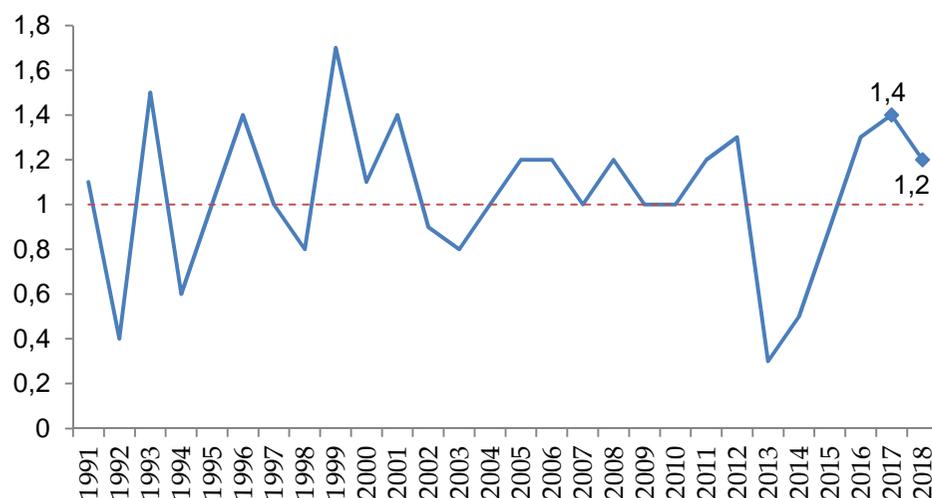
Source : commission des finances du Sénat

A red-tinted photograph of the French National Assembly (Assemblée Nationale) in session. The image shows a large, ornate, semi-circular chamber with many people seated at desks. The text is overlaid in white, bold font in the center of the image.

Le Gouvernement diffère une nouvelle fois le redressement structurel des comptes publics, au risque d'isoler la France au sein de la zone euro

La diminution du déficit nominal est portée aux deux tiers par la conjoncture et le dynamisme des prélèvements obligatoires, et non par un effort structurel de redressement des comptes

Évolution de l'élasticité des prélèvements obligatoires au PIB



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données historiques reconstituées par le Haut Conseil des finances publiques dans son avis HCFP-2018-02 et les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général)

Décomposition de l'évolution du solde public entre 2017 et 2018

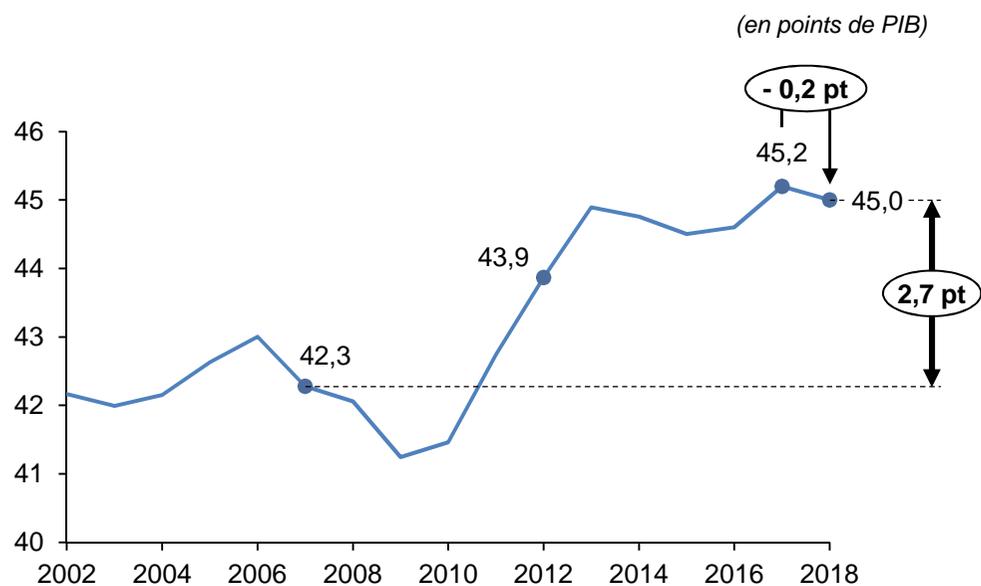
(en points de PIB)

	2017	2018
Solde public	- 2,8	- 2,5
Solde conjoncturel	- 0,3	0,0
Mesures ponctuelles et temporaires	- 0,1	- 0,2
Solde structurel	- 2,4	- 2,3
Ajustement structurel	0,2	0,1
Effort structurel	- 0,2	0,1
<i>Effort en recettes</i>	- 0,1	- 0,2
<i>Effort en dépense</i>	- 0,2	0,3
<i>Clé en crédits d'impôts</i>	0,1	0,0
<i>Composante non discrétionnaire</i>	0,4	0,1

Source : commission des finances du Sénat (d'après les documents budgétaires)

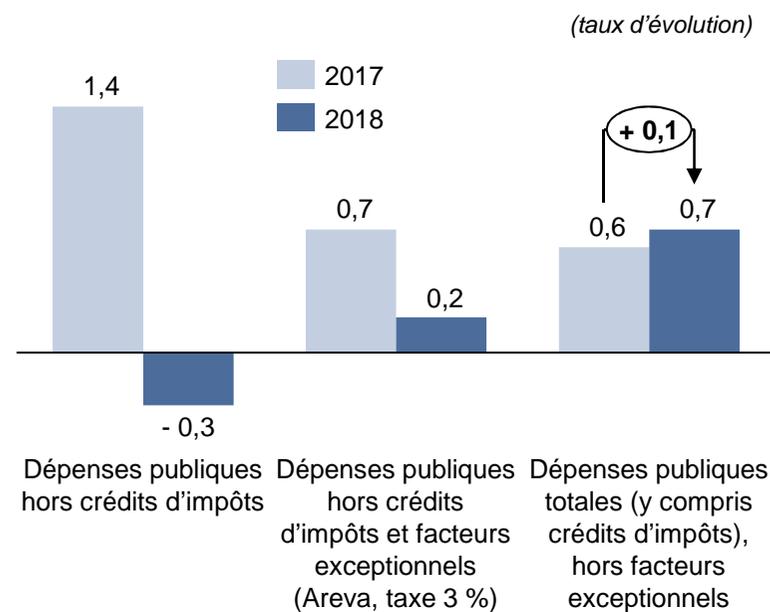
La maîtrise de la dépense publique reste insuffisante pour engager un effort structurel de redressement des comptes publics en parallèle de la baisse des prélèvements obligatoires

Évolution du poids des prélèvements obligatoires dans la richesse nationale



Source : commission des finances du Sénat (d'après les données de l'Insee)

Croissance de la dépense publique déflatée par l'indice des prix hors tabac

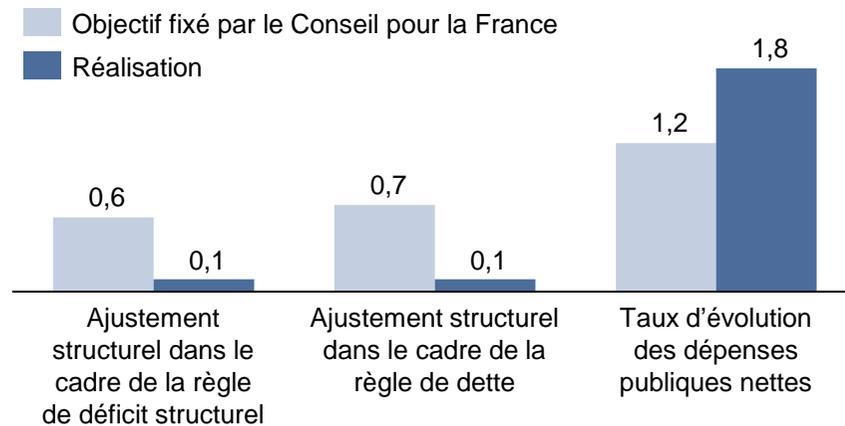


Source : commission des finances du Sénat

Ce manque de sérieux budgétaire transparait plus clairement encore à la lumière des règles budgétaires européennes applicables à la France et des efforts effectués par nos voisins

Évaluation du respect de l'effort budgétaire recommandé par le Conseil de l'Union européenne

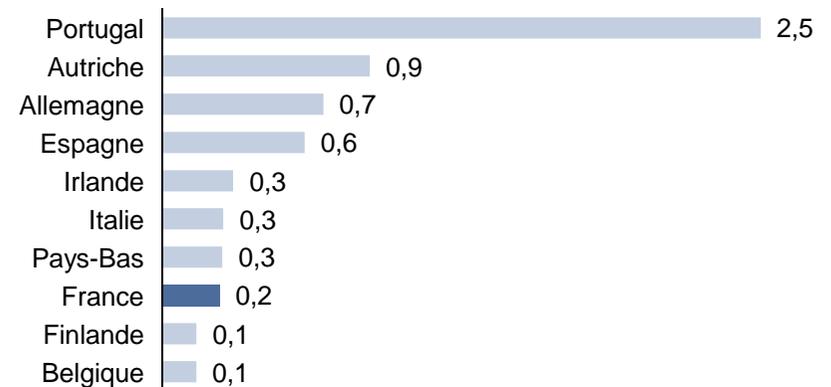
(en points de PIB potentiel, sauf mention contraire)



Source : commission des finances du Sénat (d'après les réponses au questionnaire adressé au Gouvernement et le rapport « France » de la Commission européenne établi le 5 juin 2019 conformément à l'article 126, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne)

Évolution du solde public des principaux pays de la zone euro en 2018

(en points de PIB)

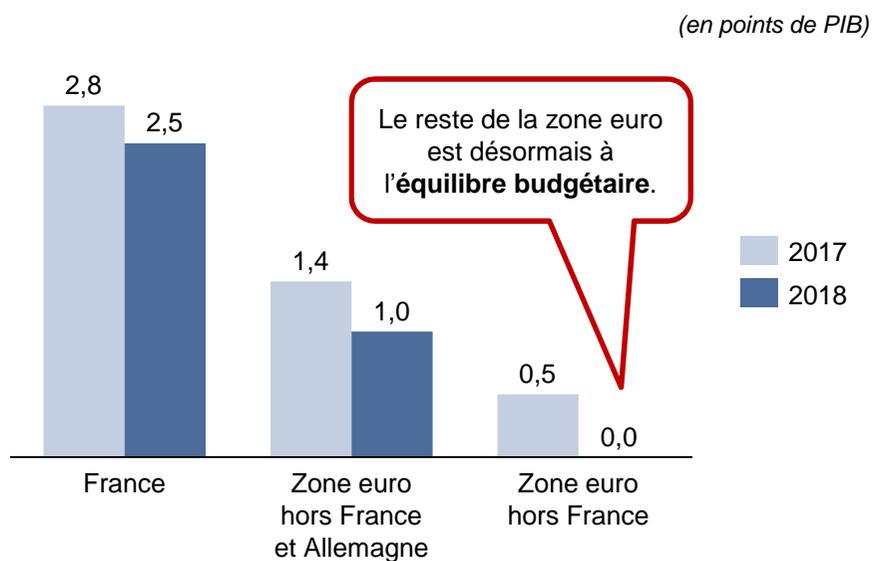


Note de lecture : si le solde public de la France est de - 2,5 % en 2018, contre - 2,8 % en 2017, l'amélioration n'est que de 0,2 point de PIB - la somme des arrondis différant de l'arrondi de la somme.

Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base AMECO de la Commission européenne)

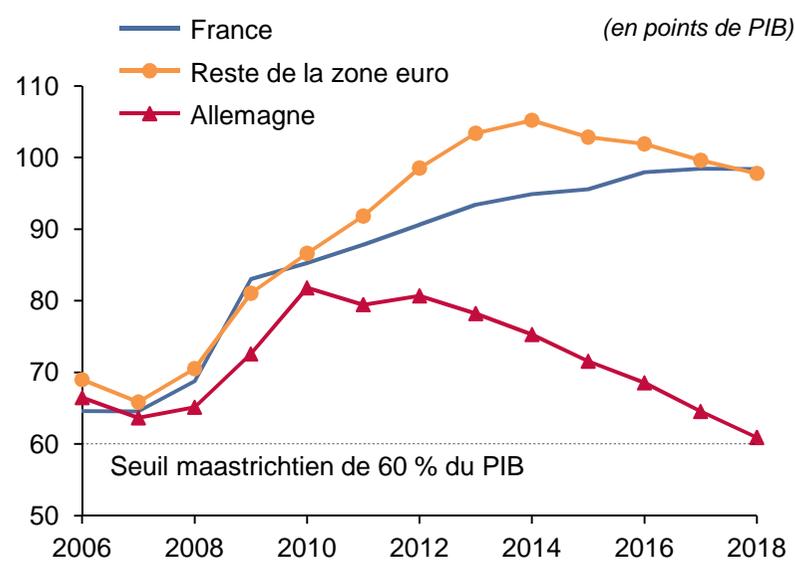
L'écart avec le reste de la zone euro, déjà important à l'issue de l'exercice 2017, continue à se creuser

Évolution du déficit public de la France et du reste de la zone euro entre 2017 et 2018



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base AMECO de la Commission européenne)

Évolution de la dette publique des principaux pays de la zone euro depuis 2006



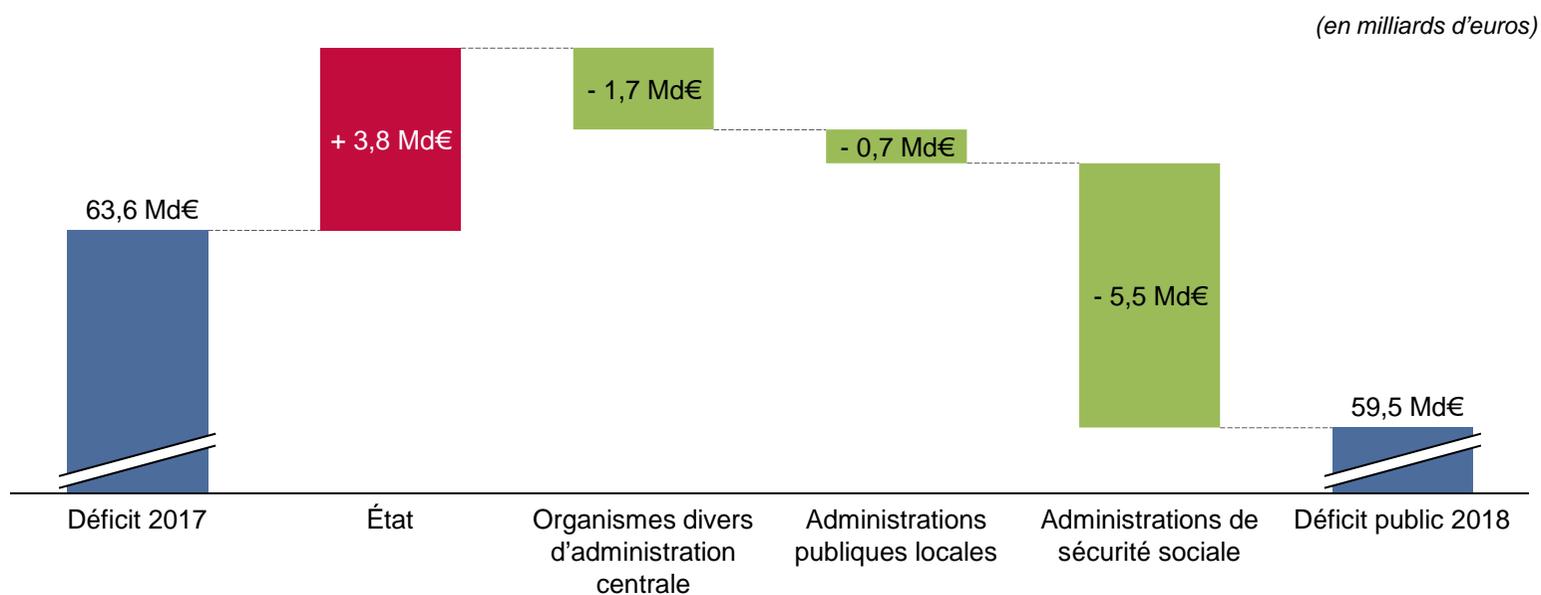
Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de la base AMECO de la Commission européenne)



**L'amélioration nominale du déficit
reste portée par la sphère sociale et les
collectivités territoriales**

L'exercice 2018 permet aux administrations publiques locales et aux administrations de sécurité sociale de conforter leurs excédents, tandis que le déficit de l'État se détériore

Contributions des différents sous-secteurs des administrations publiques à l'évolution du déficit public entre 2017 et 2018

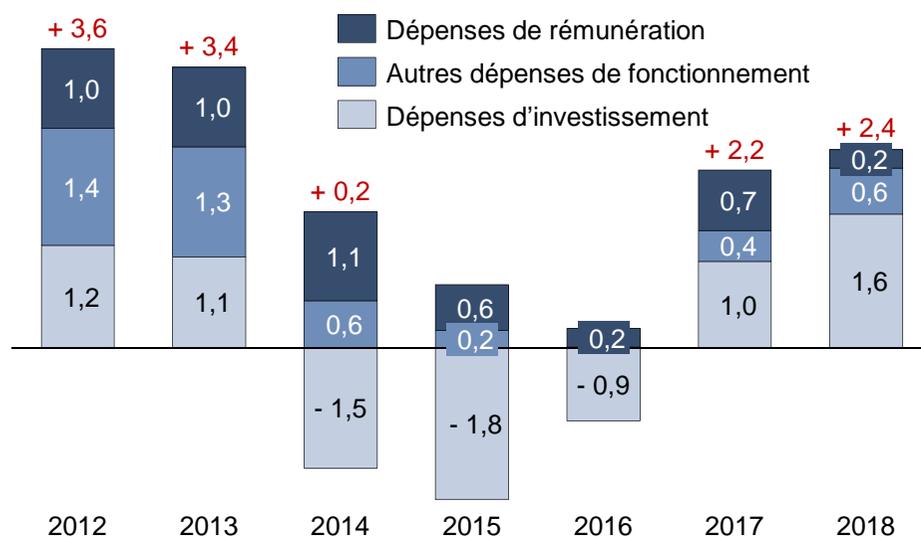


Source : commission des finances du Sénat

En dépit du dynamisme de l'investissement, les administrations publiques locales parviennent à accroître leur excédent, grâce à une stricte maîtrise de leurs dépenses de fonctionnement

Évolution des dépenses des administrations publiques locales et contributions à cette évolution

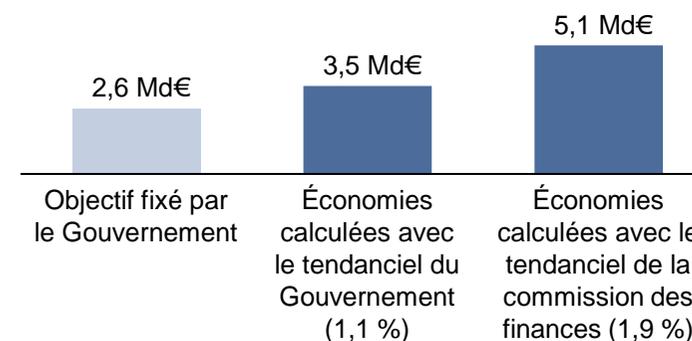
(taux d'évolution en valeur, contributions en points de pourcentage)



Source : commission des finances du Sénat (à partir des données de l'Insee)

Estimation des économies réalisées sur les dépenses de fonctionnement par les administrations publiques locales en 2018

(en milliards d'euros)



Note méthodologique : les économies ont été calculées à partir d'un scénario contrefactuel où les dépenses de fonctionnement des administrations publiques locales en valeur auraient évolué à un rythme correspondant à la somme de leur croissance tendancielle en volume (1,1 % ou 1,9 % selon l'estimation) et de l'inflation hors tabac constatée en 2018 (1,6 %).

Source : commission des finances du Sénat

L'excédent croissant dégagé par les administrations de sécurité sociale est inférieur à la prévision et fragile à moyen terme

Décomposition de l'évolution du solde des administrations de sécurité sociale

(en milliards d'euros)

	2017	2018
Régime général et Fonds de solidarité vieillesse (FSV)	- 6,3	- 2,3
Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos)	1,0	- 1,0
Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades)	14,3	14,8
Fonds de réserve pour les retraites (FRR)	- 1,8	- 1,2
Autres régimes de sécurité sociale	- 1,5	0,0
...dont assurance chômage	- 3,2	- 2,7
...dont régimes complémentaires	0,5	1,1
Organismes dépendant des assurances sociales (Odass)	- 0,5	0,5
Solde	5,3	10,7
Solde hors Cades	- 9,0	- 4,1

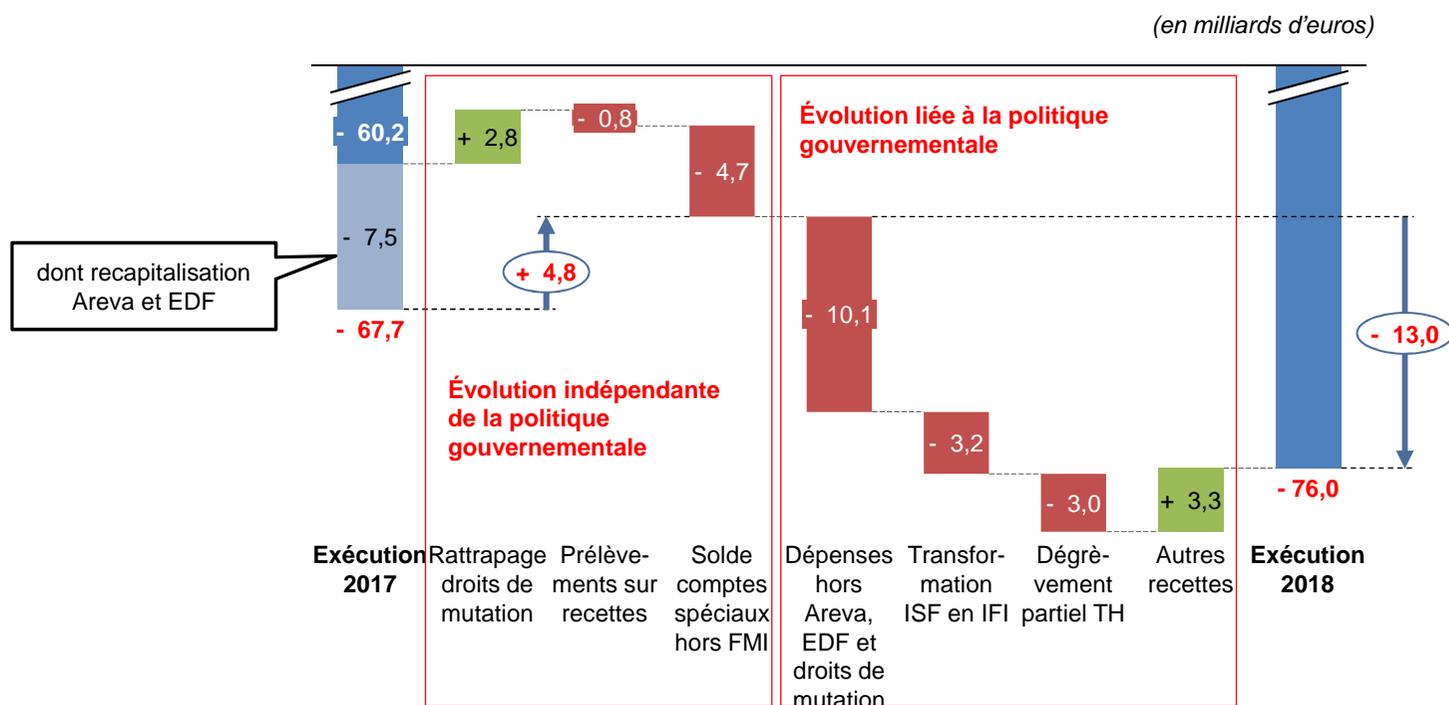
Source : commission des finances du Sénat



L'aggravation du déficit budgétaire de l'État par rapport à 2017

Le solde budgétaire se dégrade par rapport à 2017 sous l'effet de l'augmentation des dépenses comme des réductions d'impôts

Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre 2017 en 2018 en exécution

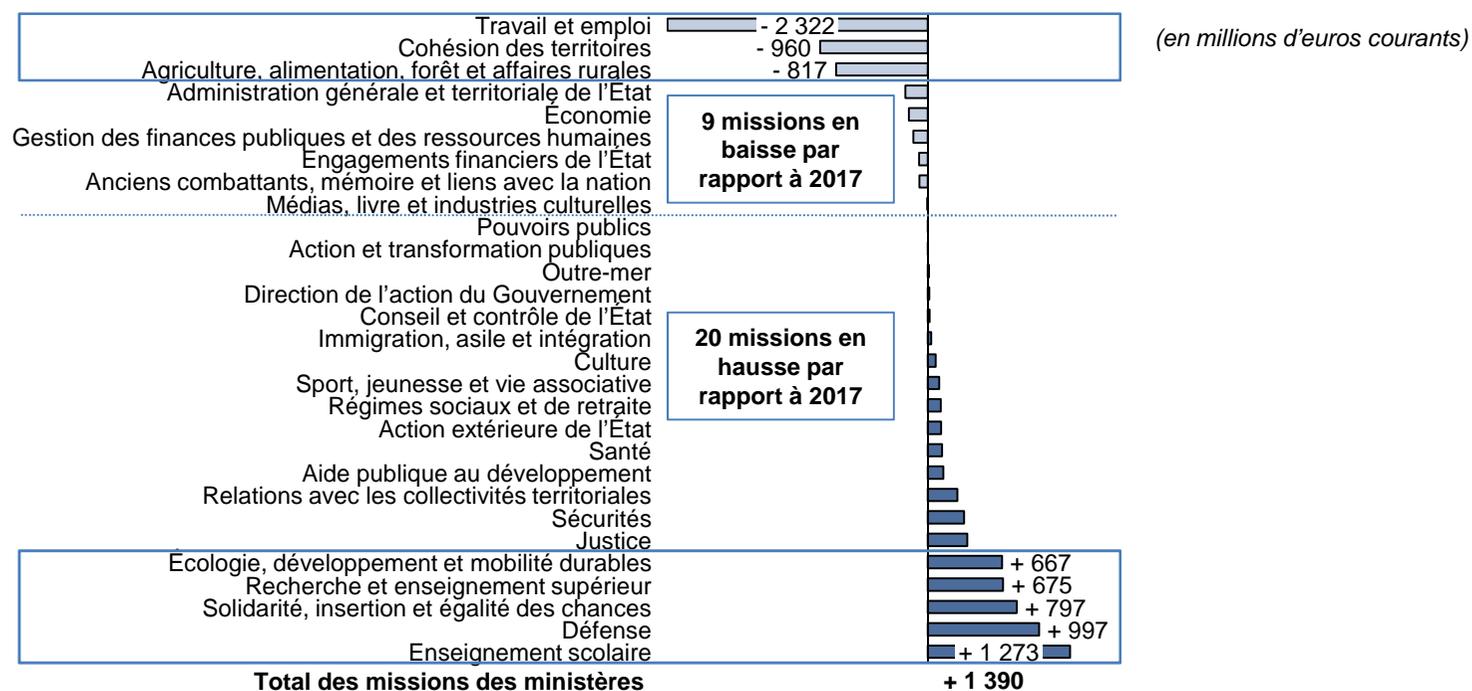


Note de lecture : BA = budget annexe, CAS = compte d'affectation spéciale, PSR = prélèvement sur recettes.

Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Les hausses concernent la majorité des missions du budget général

Répartition des missions selon que la consommation des crédits est inférieure ou supérieure à l'exécution 2017

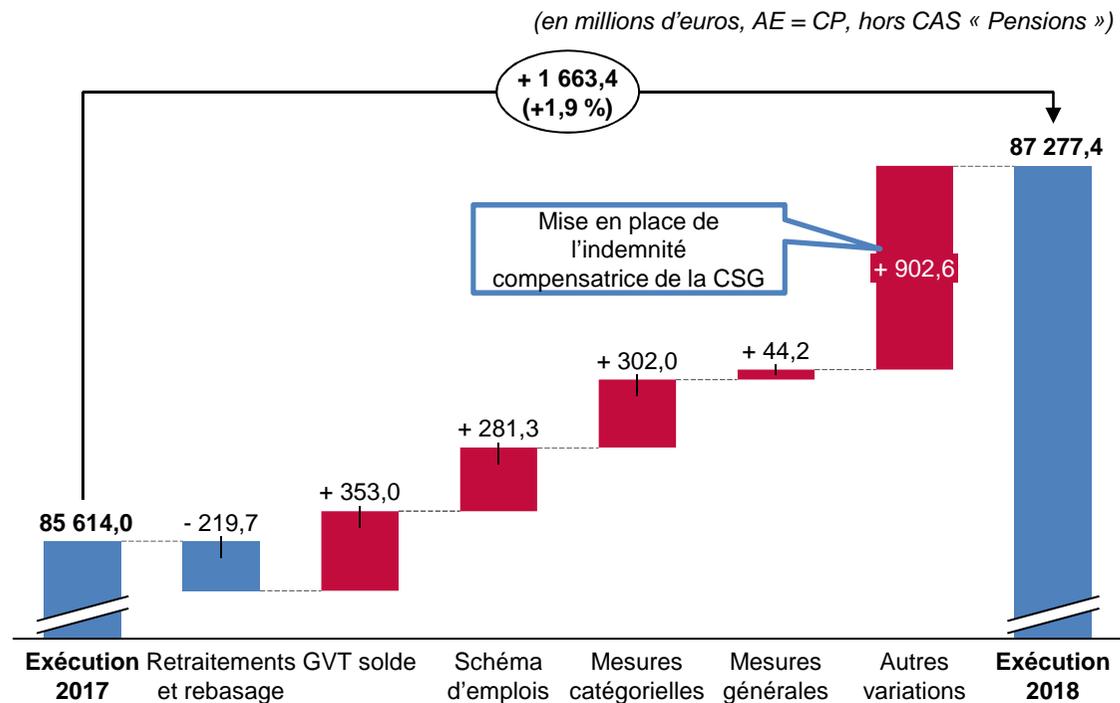


Périmètre : missions du budget général, hors remboursements et dégrèvements, hors dette et pensions, hors fonds de concours et attributions de produits, hors recapitalisations d'Areva en 2017.

Source: commission des finances, à partir des documents budgétaires

Tous les déterminants des dépenses de personnel contribuent à leur croissance

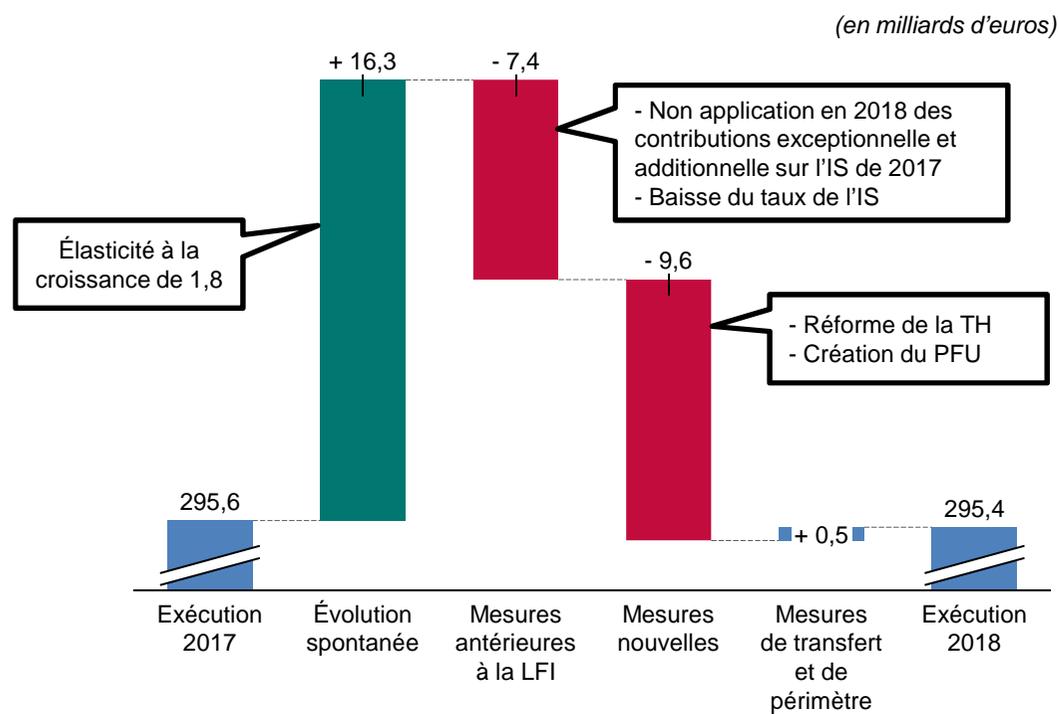
Décomposition des facteurs d'évolution des dépenses de personnel entre 2017 et 2018



Source: commission des finances, à partir des données du projet de loi de règlement

Les recettes fiscales nettes bénéficient d'une conjoncture favorable

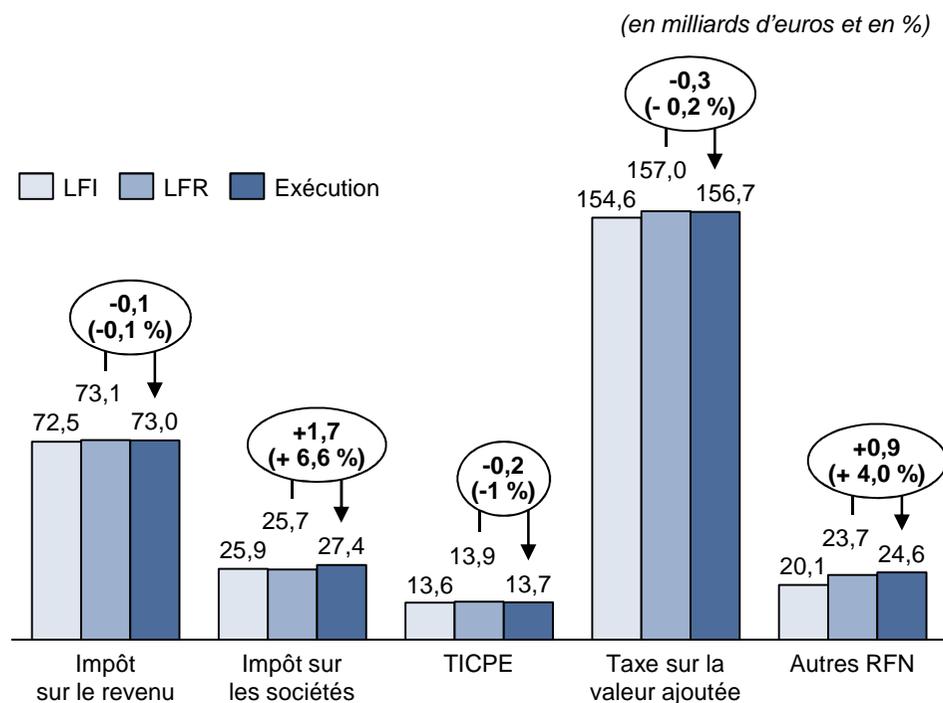
Décomposition des facteurs d'évolution des recettes fiscales nettes entre 2017 et 2018



Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Les recettes fiscales nettes évoluent par rapport à 2017, mais restent proches des prévisions en loi de finances initiale pour 2018

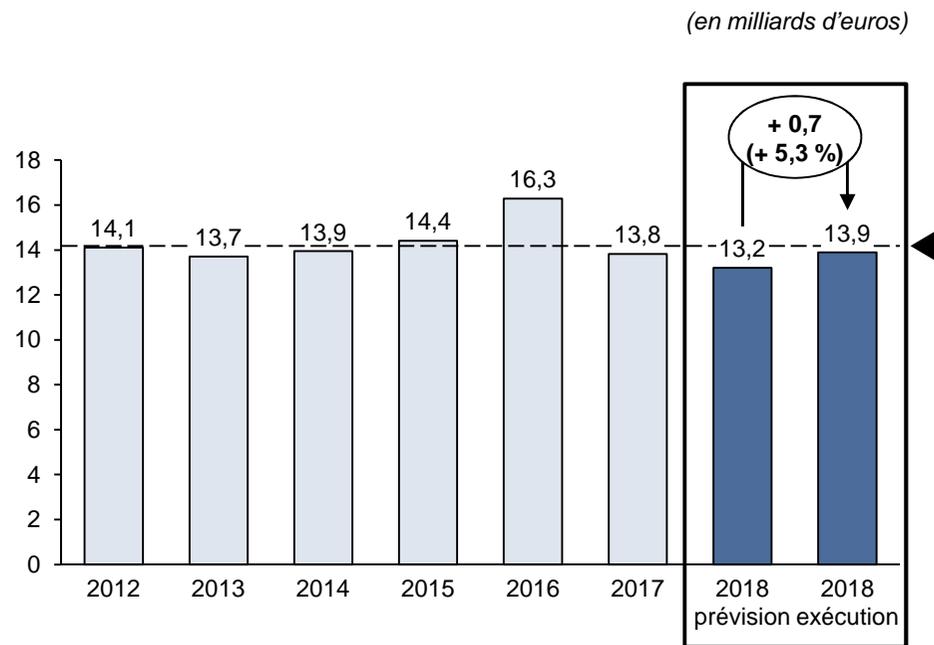
Comparaison des recettes fiscales nettes de l'État entre LFI, LFR et exécution, par grand impôt



Source: commission des finances, à partir des documents budgétaires

Les recettes fiscales, plus élevées que prévu, sont proches de leur tendance de moyen terme.

Recettes non fiscales

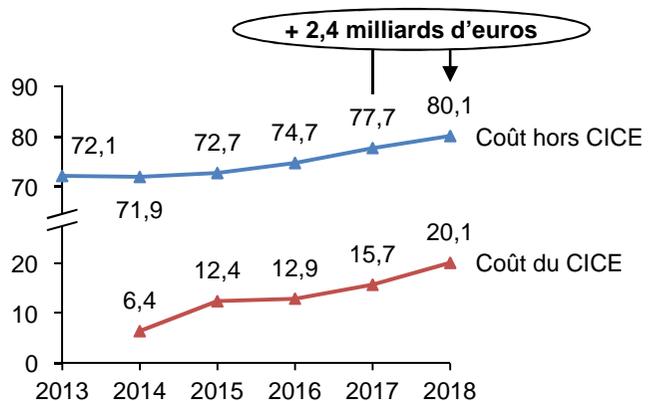


Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Le coût des dépenses fiscales augmente mais demeure soumis à de grandes approximations de chiffrage.

Coût des dépenses fiscales

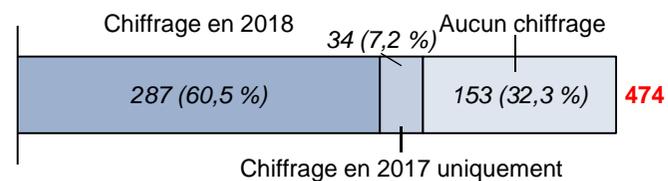
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances, à partir des données de la Cour des comptes

Chiffrage des dépenses fiscales

(en nombre de dépenses fiscales et en %)



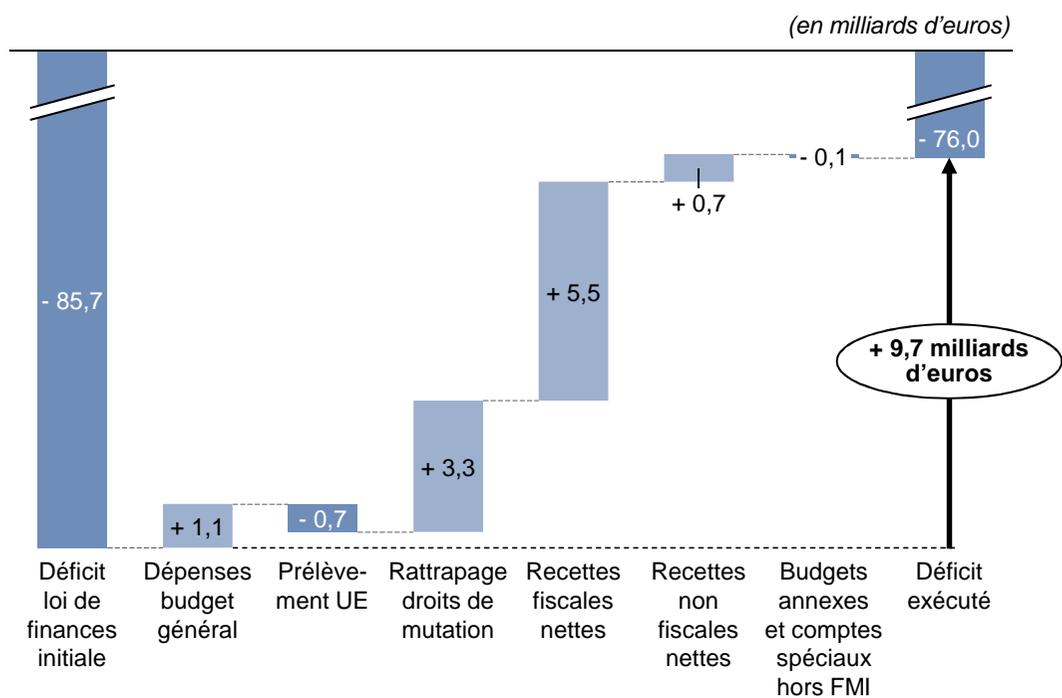
Source : commission des finances, à partir des données de l'annexe 1 au projet de loi de règlement.



**Une exécution sincère par rapport à
l'autorisation en loi de finances initiale**

Le déficit budgétaire est moins important que prévu en loi de finances initiale grâce à des effets comptables et à l'évolution spontanée des recettes fiscales

Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre la loi de finances initiale et l'exécution en 2018

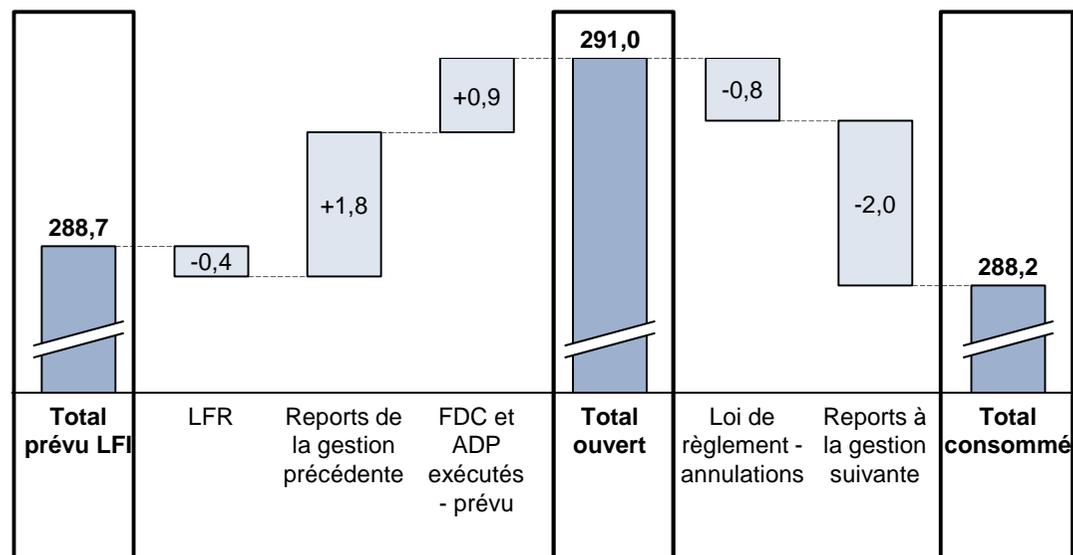


Source : commission des finances, à partir des documents budgétaires

Les crédits consommés sont globalement proches de la prévision en loi de finances initiale...

Comparaison entre la budgétisation initiale, les crédits disponibles et les crédits consommés en 2018

(en milliards d'euros, crédits de paiement)

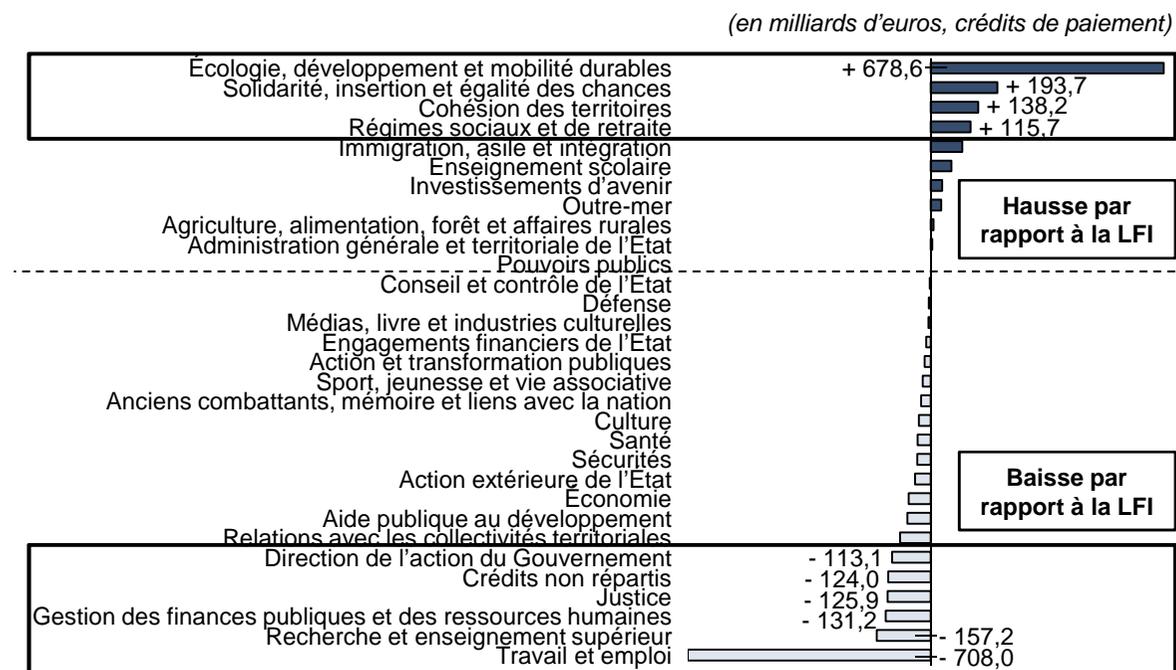


Périmètre : missions du budget général, hors charge de la dette et hors remboursements et dégrèvements, y compris CAS « Pensions ». FDC et ADP : fonds de concours et attributions de produits.

Source : commission des finances, à partir des données du projet de loi de règlement.

... mais les écarts au sein de chaque mission montrent des imprécisions de prévision aussi bien au niveau des besoins que des fonds de concours reçus.

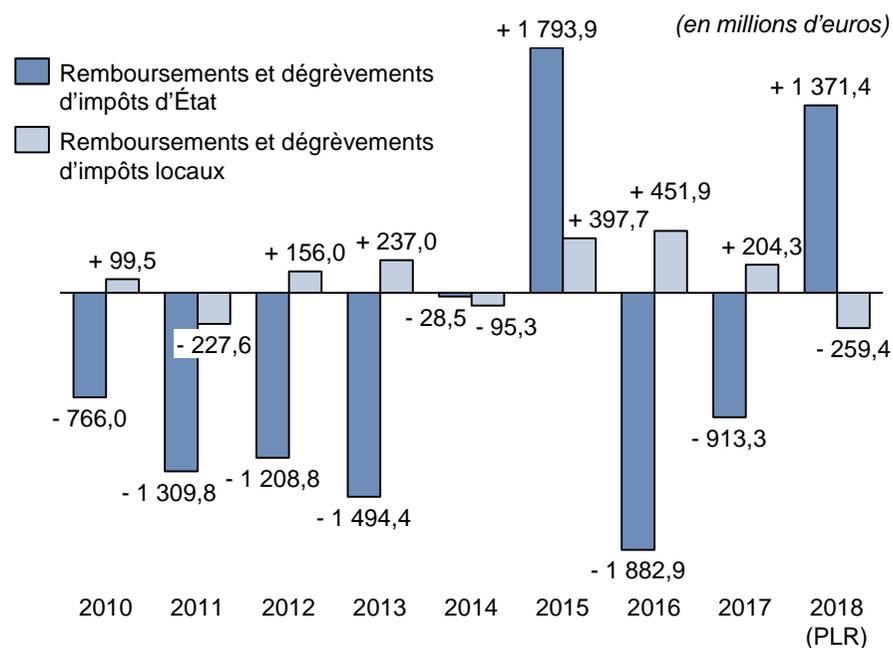
Répartition des missions selon que la consommation des crédits est inférieure ou supérieure à la dotation autorisée en LFI



Périmètre : hors charge de la dette, y compris CAS « Pensions », fonds de concours et attributions de produits.
 Source : commission des finances (à partir des documents budgétaires).

Un nombre élevé de contentieux perdus nécessite l'ouverture de crédits complémentaires en loi de règlement.

Ouvertures de crédits complémentaires sur les remboursements et dégrèvements de 2010 à 2019



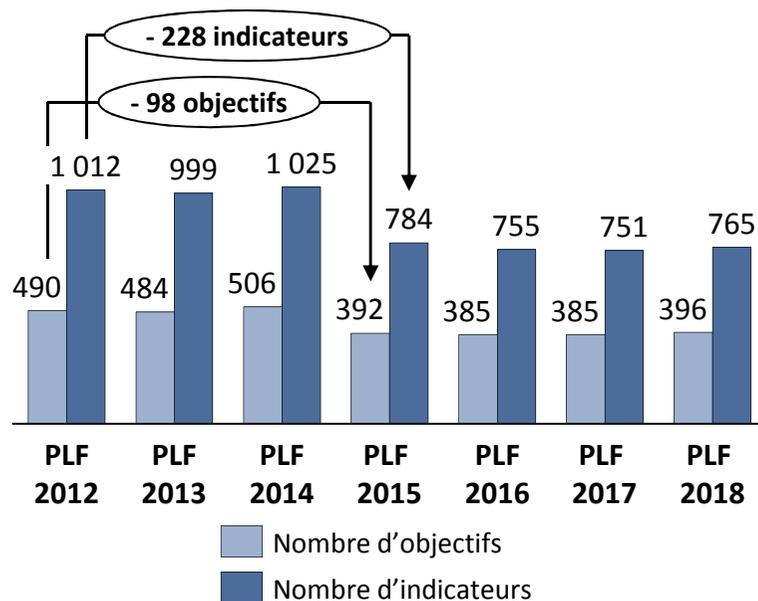
Source : commission des finances, à partir des lois de règlement pour 2010 à 2016 et du projet de loi de règlement pour 2017.



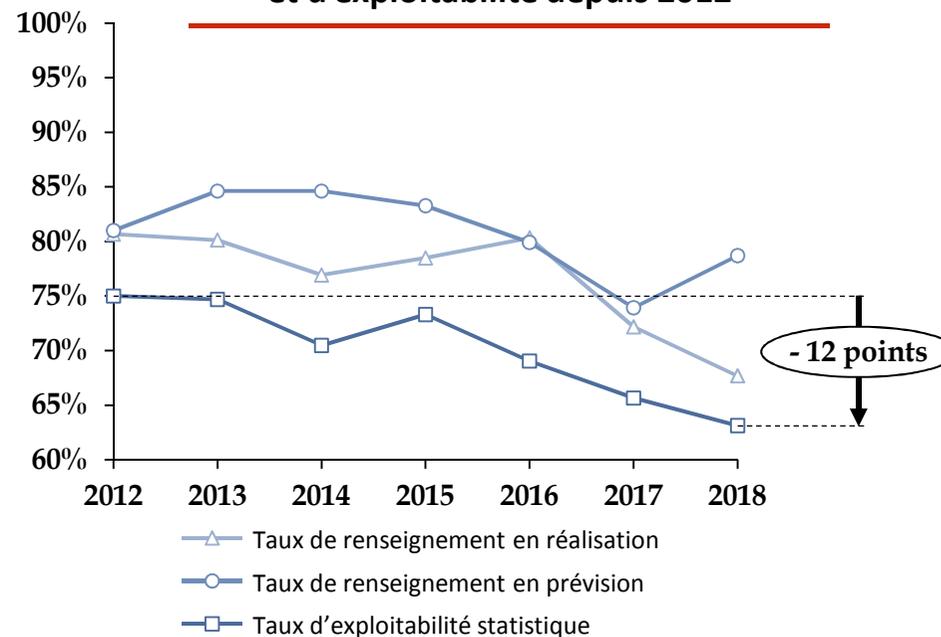
**Une démarche de performance qui
n'est pas à la hauteur de son potentiel**

Les chiffres de la performance en 2018 : une maquette stabilisée mais des résultats qui se dégradent

Évolution du nombre total d'objectifs et d'indicateurs depuis 2012



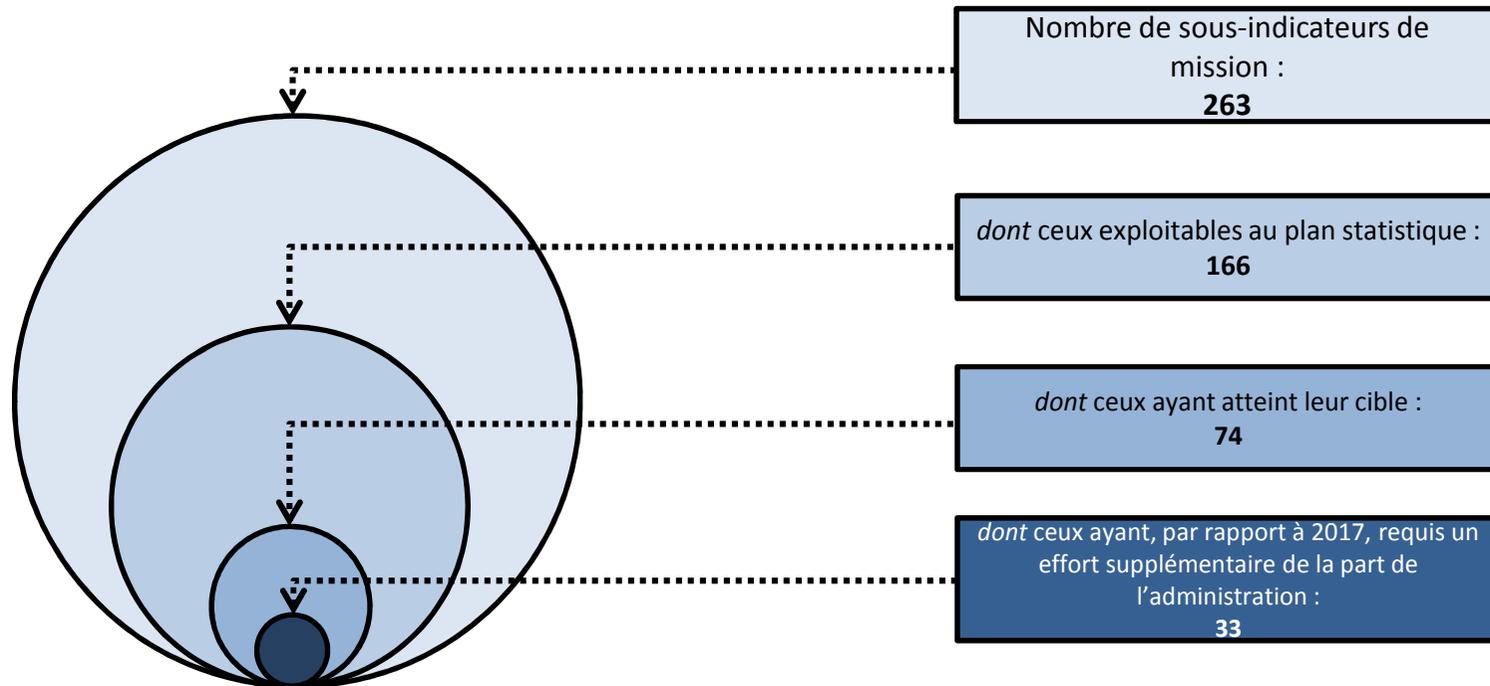
Évolution des taux de renseignement et d'exploitabilité depuis 2012*



*pour les sous-indicateurs les plus représentatifs des missions du budget général

L'efficacité de la démarche de performance en 2018 est réduite par de faibles taux de renseignement, de réussite et d'effort

La performance des missions du budget général en 2018



Source : commission des finances du Sénat (à partir des documents budgétaires et des réponses au questionnaire du rapporteur général)



Projet de loi de règlement pour 2018

Albéric de Montgolfier, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 3 juillet 2019

